

En 2022, je voterai pour le candidat qui s'engagera à faire le grand nettoyage



Nous sommes à environ 600 jours de l'élection présidentielle et parmi les candidats déclarés, je n'ai toujours pas trouvé pour qui je voterai. Il est vrai que mes aspirations sont réellement compliquées à réunir, donc à défaut de vous donner l'identité de mon favori, je peux déjà vous révéler quel serait mon candidat idéal. En tous cas déjà il faudrait qu'il s'engage sur l'honneur, en signant devant le peuple entier une charte l'engageant à mettre RAPIDEMENT toutes les mesures suivantes en œuvre, opérant en cela déjà un changement radical par rapport à tous ceux que nous avons connus, qui nous ont promis monts et merveilles pour être élus, mais qui en définitive, n'ont absolument RIEN fait. Le plus scandaleux étant la promesse de passer le Karcher de Nicolas Sarkozy.

Prenons-nous à rêver quelles seraient ces mesures. Bien évidemment elles auraient trait à l'immigration et la violence qui en découle, puisque c'est – et de loin – le premier sujet de préoccupation des Français. Le deuxième étant leur travail, mais comme le second découlerait du premier... Les immigrés n'auraient plus le droit de décider de notre politique d'immigration, ce qui est quand même la moindre des choses. Suppression du regroupement familial et du droit du sol, suppression de la naturalisation automatique découlant d'un mariage, quel qu'il soit, fictif ou non. Le droit pour le ministère de l'Enseignement de choisir les étudiants que nous accueillerons pour leur formation, mais uniquement s'il reste des places dans les différentes filières, car priorité dans nos université aux étudiants français, avec une obligation de rester 5 ans en France, afin de rembourser le prix de cette formation, et obligation une fois ces 5 années passées de rentrer dans leur pays d'origine.

Vérification extrêmement poussée pour les demandeurs de droits d'asile, afin d'éviter l'immigration de gens venant de pays qui ne sont pas du tout en guerre et qui ne sont absolument pas menacés. Suppression des allocations familiales pour les étrangers de façon à ne les consacrer qu'aux ressortissants français. Maintien dans certains cas de la Sécurité sociale, après étude au cas par cas, afin que les mesures de solidarité nationales soient entièrement et intégralement réservées, comme leur nom l'indique, aux seuls nationaux. Suppression de la double nationalité et réforme de la Constitution, afin de permettre la déchéance de nationalité, notamment pour les auteurs de crime ou de délit grave. Expulsion immédiate et manu militari de tous les délinquants étrangers. Fermeture de TOUTES les mosquées salafistes ou tenues par les Frères musulmans. Interdiction de toutes les associations étrangères et suppression du droit d'ester en justice. Suppression de la loi Pleven, suppression de TOUTE SUBVENTION à des associations chargées de défendre les étrangers (SOS racisme, ADE, ASTI, CRIJ, CIMADE, etc. etc.). Interdiction à l'état civil de

délivrer des prénoms à consonance étrangère. Suppression des écoles coraniques et suppression des cours de langue arabe à l'école. Suppression des subventions pour l'Institut du monde arabe cela réglerait déjà les questions essentielles identitaires.

Dans le même temps, suppression de l'ensemble des cartes Vitale et dans la foulée, réimpression de nouvelles cartes Vitale réservées uniquement aux Français. Cela permettrait de mettre fin à la fraude, supprimerait les 2,6 millions de cartes Vitale en trop et assainirait les comptes de notre Sécurité sociale. Conjointement, pour tous les étrangers ayant travaillé en France, retournés dans leur pays d'origine et touchant une retraite française, obligation de se présenter dans les deux mois à l'ambassade de France ou au consulat afin de se faire répertorier, de façon à éviter de payer des retraites à des gens qui ont 105 ans (il faut savoir que l'Algérie est le pays qui compte bizarrement le plus de centenaires au monde). Ceci allégerait grandement nos caisses de retraite.

Réforme de la justice et suppression de l'École de la magistrature dans sa forme actuelle, car elle ne forme que des magistrats gauchos, qui ne jugent plus du tout les faits, mais selon le droit, celui-ci ayant été tellement amendé que certaines lois et certains articles se contredisent. Reconstruction de prisons par les prisonniers de longues peines, afin de dédommager la communauté de ce qu'ils leur coûtent. Réouverture de bagnes modernes avec de vrais peines de perpétuité, sans aucune possibilité de sortie avant leur mort, et rétablissement de la peine de mort pour tous les crimes les plus odieux, notamment pour ceux commis envers des personnes plus fragiles (personnes âgées, enfants, handicapés etc. etc.), et bien sûr pour tous les terroristes.

Reconstruction de notre industrie que les anciens présidents de la République ont lâchement abandonnée, faisant de nous

seulement le 8^e pays le plus industrialisé au monde, et le 21^e pays le plus riche au monde juste derrière la Belgique, faisant de nous un des pays les moins industrialisés d'Europe. Et surtout création d'usines capables de produire des armes afin d'avoir à ce niveau-là une complète indépendance au lieu d'avoir vendu Alstom aux USA, ce qui en cas de conflit nous rend complètement dépendant des USA, Alstom fabriquant des pièces exclusives pour nos sous-marins.

Rehaussement du niveau scolaire et du niveau de nos universités et suppression de cette école ne servant qu'à former des technocrates incapables de prendre les bonnes décisions qu'est l'École nationale des ânes.

Voilà ce qui pour moi me permettrait de me déterminer lors de cette élection présidentielle, mais qui aurait le courage de mettre en œuvre ces mesures pourtant essentielles à la survie de notre pays ? Soyons clairs, actuellement PERSONNE ! Tous les candidats déclarés ou qui seraient présidentiables n'auront pas les couilles de mettre ces mesures en action. Pourquoi ? Simplement par ce qu'ils sont TOUS plus intéressés par leur situation personnelle que par la situation de leur pays dont ils se moquent comme de leur première chemise. Il nous faut un mec ou une femme issue non pas de l'ENA ou d'une école similaire mais issu de la société civile, qui n'ait pas besoin de ce poste pour vivre, et qui n'aurait pas peur de son ombre ou de ses opposants ; mais en France, y en a-t-il encore ? Aux USA ils en ont un qui doit faire face à ses nombreux opposants. Je ne sais pas s'il sera réélu, je lui souhaite, car sinon ce sera le marasme, puisque son opposant est un pédophile reconnu n'ayant, paraît-il, plus toutes ses facultés. Mais les nôtres, les ont-ils, eux, toutes leur faculté ? Parfois, vu les mesures qu'ils prennent, il est normal de se poser la question.

Patrick Jardin